

Droit de la mobilité des personnes

Mention : Droit européen [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation continue
- > Formation à distance : Non
- > Durée moyenne de la formation :

Présentation

Présentation

L'offre de formation pour la rentrée 2026 est en cours de construction. À titre indicatif, vous pouvez consulter [l'offre 2025-2026](#).

Master Droit européen

Responsables de la mention :

Myriam Benlolo-Carabot, Professeure de droit public à l'Université Paris Nanterre, Maître des requêtes en service extraordinaire au Conseil d'Etat (myriam.benlolo-carabot@parisnanterre.fr ou bcmyriam@yahoo.fr)

Eva Théocharidi, Maître de conférences en droit privé à l'Université Paris Nanterre (evatheocharidi@gmail.com)

- Objectif du Master Droit européen et cohérence avec l'offre de formation existante
- Le master propose une formation nouvelle et spécialisée en droit européen. Il permet d'acquérir une solide culture générale de droit européen tout en approfondissant l'une de ses politiques centrales, à savoir la circulation des personnes tant dans sa dimension externe – asile, immigration – que dans sa dimension interne – libre circulation des citoyens européens, des travailleurs et de leurs familles, analyse des problématiques qui découlent de cette mobilité, tant

en matière administrative, civile que pénale. La formation, qui transcende la distinction traditionnelle droit public / droit privé, s'adresse à tout étudiant désireux d'acquérir les outils et méthodes, tant théoriques que pratiques, pour mener à bien une carrière de juriste à l'échelle européenne ou internationale.

2) Contenu et structure de la formation

Master 1 :

Le Master 1 permet à la fois l'acquisition et la consolidation d'une culture juridique de droit européen, en lui-même ou en interaction avec l'ordre juridique international ou interne (cours de droit administratif européen, cours de droit international privé, cours de protection internationale des droits de l'homme, libertés fondamentales, droit des crimes internationaux, numérique), et la spécialisation des étudiants sur des questions européennes de droit matériel, véritables marqueurs du parcours proposé (Libertés de circulation, droit social international et européen, Histoire européenne : droit et institutions, Principes et fondements de l'Espace de liberté, sécurité et justice, Dimensions extérieure de l'espace de Liberté, Sécurité, Justice).

Des cours en anglais sont proposés, soit dans le domaine des droits de l'homme, particulièrement pertinents dans une formation de droit de l'UE (Anti-discrimination law, Human Rights), soit dans le domaine institutionnel ou économique, européen ou international (European Economic Governance, Law of International Organisations).

Le Master 1 comporte un stage et propose le module EUCLID, pour permettre une bonne mise en œuvre pratique des outils théoriques acquis dans la formation.

Master 2 :

Un parcours unique, qui ouvrira en septembre 2021, permettra une spécialisation des étudiants sur certaines politiques centrales du droit de l'Union européenne (libre circulation des personnes, politique sur l'asile et l'immigration, droit pénal européen, coopération judiciaire en matière civile, droit social européen etc.).

Le Master 2 propose un parcours professionnel et un parcours recherche.

3) Débouchés professionnels

Le Master droit européen offre des débouchés qui sont accessibles aussi bien aux filières internationales (organisations et entreprises internationales, institutions et agences européennes) qu'aux filières internes (cabinets d'avocats, juriste en entreprise, ONG, associations, institutions nationales). C'est au regard de ce panel de débouchés très larges que la mention se détache des autres mentions existantes.

En outre, le parcours ouvre également sur des débouchés plus spécifiquement centrés sur l'espace de liberté sécurité justice de l'Union européenne, sur le plan tant national qu'europpéen, et aujourd'hui en plein développement (nombreuses agences ou organismes tels Europol, Eurojust, ministère de la Justice, Office de protection des réfugiés etc. ...).

Le parcours, qui se décline en parcours professionnel et parcours recherche, ouvre aussi aux étudiants intéressés par la recherche une spécialisation sur des questions cruciales et d'une extrême actualité (questions migratoires européennes, coopération judiciaire en matière civile et pénale et droit pénal européen entre autres).

Admission

Conditions d'admission

Pour le Master 1 :

Les candidatures se font sur la plateforme

monmaster.gouv.fr

Avoir obtenu une note minimale de 12/20 dans des matières de droit européen et droit international (public et/ou privé). La maîtrise de l'anglais et/ou un stage ou une expérience à l'étranger sont un plus.

Pour le Master 2 :

Avoir suivi les deux cours de droit de l'espace lsj OU avoir obtenu la note minimale de 12/20 en licence et en master 1 dans les matières de droit européen (droit matériel et/ou droit institutionnel) et droit international (privé et/ou public).

Pré-requis et critères de recrutement

Pour une entrée en M1 : monmaster.gouv.fr

Contact(s)

> Myriam Benlolo carabot

Responsable pédagogique
mbenlolo@parisnanterre.fr

> Evangelia Theocharidi

Responsable pédagogique
theocharae@parisnanterre.fr